

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la protection  
des populations  
Service protection de l'environnement

Valence, le 3 mai 2012

Affaire suivie par : Isabelle DUPERRAY-LAJUS  
et Pascal BRIE-DREAL  
Tél. : 04 26 52 22 01  
Fax : 04 26 52 21 62  
courriel : isabelle.duperray-lajus@drome.gouv.fr

ARRETE N° 2012 130-0005

PORTANT DEMANDE D'EXTENSION-EVOLUTION DE LA NOMENCLATURE DES ICPE

AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT

pour la Société ONYX AUVERGNE RHONE ALPES à CHATUZANGE-LE-GOUBET  
au lieu-dit « Petits Pourcieux »

Le Préfet du département de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment les titres 1er et 4 du livre V et ses articles L. 513.1, R. 513.1 et R.12.31;
- Vu** l'article R 511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, supprimant les rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799 et créant de nouvelles rubriques, notamment les rubriques 2716 et 2760 ;
- Vu** le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, créant notamment la rubrique 1435 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 978 du 27 février 1976 d'autorisation d'exploitation au profit de la société LES CARRIERES DE POURCIEUX d'une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Pourcieux » et « Petits Pourcieux », sur une superficie de 9ha, pour une durée de 10 ans ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 4831 du 11 octobre 1985 d'autorisation (renouvellement et extension) au profit de la société LES CARRIERES DE POURCIEUX d'une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Pourcieux », sur une superficie de 12ha 30a 35ca, pour une durée de 30 ans ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2997 du 09 juin 1997 de changement d'exploitant de la carrière précitée au profit de la SA ONYX SANET ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2201 du 09 juillet 1992 autorisant la société ONYX SANET à exploiter un centre d'enfouissement technique sur le territoire de la commune de CHATUZANGE-LE-GOUBET, lieu-dit « Petits Pourcieux » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 6826 du 09 décembre 1996 autorisant la société ONYX SANET à poursuivre l'exploitation du centre d'enfouissement technique des Petits Pourcieux à CHATUZANGE-LE-GOUBET ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1091 du 23 mars 2000 fixant les garanties financières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 01-1134 du 26 mars 2001 prescrivant à la société ONYX SANET la mise en conformité du site selon les termes de l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 02-5632 du 20 novembre 2002 prescrivant à la société ONYX SANET la mise en conformité du site selon les termes de l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011, ainsi que la modification de conditions d'exploitation (alvéoles, tonnage) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°04 -1193 du 23 mars 2004 autorisant une extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par la société ONYX Auvergne Rhône-Alpes, située à CHATUZANGE LE GOUBET, au lieu-dit « Petits Pourcieux » ;
- Vu** la demande de modifications des conditions d'exploitation du centre susvisé, présentée le 20 février 2009 par la société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES, portant en particulier sur la modification d'une digue ;
- Vu** la déclaration présentée le 16 mars 2011 par la société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES, portant sur les rubriques de la nomenclature des installations classées concernant l'ISDND susvisée ;
- Vu** le dossier transmis par la société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES le 22 juin 2011, portant sur une demande d'extension de l'ISDND susvisée ;
- Vu** les avis et observations émis lors de la consultation effectuée ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 9 janvier 2012 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région RHONE-ALPES ;
- Vu** l'avis en date du 22 mars 2012 du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 23 mars 2012 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 20 avril 2012 ;

**Considérant** que les caractéristiques de l'extension projetée sont de faible ampleur et n'entraînent aucun changement notable du dossier de demande d'autorisation, la modification n'étant pas substantielle au sens de l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) a été informée de ce dossier et qu'aucune observation particulière n'a été émise ;

**Considérant** que la mairie de CHATUZANGE-LE-GOUBET a émis un avis favorable par courrier du 29 novembre 2011 ;



**Considérant** ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

## **A R R E T E**

### **Article premier : Modification du périmètre de l'installation**

1. Le périmètre de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située à CHATUZANGE-LE-GOUBET, au lieu-dit « Petits Pourcieux », exploitée par la société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES, dont le siège social est situé 105, avenue du 8 mai 1945, 69 140 RILLIEUX LA PAPE, est modifié. Ses nouvelles limites sont définies sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté qui annule et remplace l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004.

2. La surface globale du site s'élève à 21,79 ha, dont 18,99 ha sont réservés au stockage proprement dit.

L'annexe de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004, relative à la destination des parcelles, est complétée par l'annexe 1 bis au présent arrêté.

### **Article 2 : Mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées**

Le tableau rassemblant les rubriques de la nomenclature des installations classées concernant les installations du site, figurant à l'article premier de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 est annulé et remplacé par le tableau ci-dessous :

Description de l'activité	Caractéristiques des installations classées	Rubriques	Classement
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement 2. Installation de stockage de déchets non dangereux	Déchets entrants jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 2022 :  - quantité annuelle moyenne : <u>200 000 tonnes</u> - quantité annuelle maximum : <u>220 000 tonnes</u> - Capacité globale <u>3 810 000 m<sup>3</sup></u>	2760.2	A
(Exploitation de carrières au sens de l'art. 4 du Code minier). Affouillements du sol lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est > 1000 m <sup>2</sup> ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est > 2000 t.	Sables et graviers extraits jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 2022  - <u>3 720 000 tonnes</u> (1 860 000 m <sup>3</sup> ) - <u>560 000 tonnes/an</u> .	2510-3	A
Station de transit de produits minéraux, la capacité de stockage étant > 75 000 m <sup>3</sup>	400 000 m <sup>3</sup>	2517-1	A

Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels.	$\leq 200$ kW	2515-2	D
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables, la capacité équivalente totale est inférieure à $10 \text{ m}^3$	2 cuves aériennes de fioul domestique simple enveloppe en rétention, d'une capacité globale de $3,5 \text{ m}^3$ . D'où une capacité équivalente de $0,7 \text{ m}^3$ .	1432	NC
Stations-service : Installations ouvertes ou non au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieur à $100 \text{ m}^3$ .	Volume total maximal annuel distribué : $60 \text{ m}^3$ ( $300 \text{ m}^3/5$ )	1435	NC

### Article 3 : Mise à jour des dispositions générales

Le premier paragraphe du chapitre 2 de l'article premier de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 est ainsi modifié :

« *L'autorisation est accordée aux conditions des dossiers de demande en date des 13 juin 2003, 20 février 2009 et 22 juin 2011, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.* »

Le paragraphe 2.1 a) de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 est ainsi modifié :

« **a) Une extension en surface (nouveau casier) :**

- *surface* : 7,79 ha
- *Volume* : 1 860 000  $\text{m}^3$
- *Cote minimale d'extraction* : 193,5 IGN
- *Épaisseur maximale d'extraction* : 45 m »

Le paragraphe 2.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 est ainsi modifié :

« **a) Une extension en surface (nouveau casier) :**

- *surface du nouveau casier* : 7,29 ha
- *Volume de stockage* : 2 510 000  $\text{m}^3$
- *Alvéoles à créer* : 51 (voir disposition en annexe 3) »

### Article 4 : Utilisation de refus de broyats automobiles (RBA) en tant que matériaux de couverture

Le paragraphe 20.2 « Mise en place des déchets » de l'article 20 « Règles générales d'exploitation » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°04-1193 du 23 mars 2004 est modifié et complété ainsi :

#### « 20.2 - Mise en place des déchets



Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements.

Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur site. Ils sont recouverts périodiquement pour limiter les nuisances. La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation.

Le recouvrement des déchets doit être effectué au terme de chaque période journalière d'apport de déchets.

Du premier juin au premier octobre, les RBA ne peuvent être utilisés en tant que matériaux de couverture, ils sont à considérer comme des déchets et à traiter en tant que tels.

En dehors de cette période, le matériau de recouvrement peut être constitué de RBA sous réserve du strict respect des conditions suivantes :

- stockage de RBA sur une hauteur maximale de 4 m. et à correspondre au plus à deux jours d'apport ;
- deux stocks de matériaux inertes sont maintenus à proximité ;
- mise en place d'une astreinte.

Quand ils sont utilisés comme matériau de couverture, les déchets, notamment les RBA, n'en restent pas moins des déchets et sont à comptabiliser en tant que tels, ils restent soumis aux dispositions du chapitre premier du titre II de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Le matériau de recouvrement utilisé est toujours inerte et incombustible si la prochaine journée est non ouvrée.

La mise en place des déchets est réalisée conformément au plan d'exploitation prévisionnel. »

#### **Article 5 : Évolution du profil d'une digue**

Le paragraphe 12.1 « Caractéristiques géométriques » de l'article 12 « Fond de forme » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°04-1193 du 23 mars 2004 est modifié et complété ainsi :

##### **« 12.1 - Caractéristiques géométriques**

La conception du fond de forme devra permettre une protection efficace du sous-sol et des eaux souterraines contre des pollutions induites par l'infiltration de lixiviats.

Les flancs externes des digues auront une pente maximale de 33, 7° (3H/2V) par rapport à l'horizontale sauf justification technique assurant des caractéristiques équivalentes.

Pour ce qui concerne la partie Nord du stockage, le long du chemin communal et de l'autoroute, les caractéristiques géométriques de la digue sont celles figurant dans le dossier de demande du 20 février 2009, sa pente sera de 27° (2H/1V) par rapport à l'horizontale.

Les fonds de casier présenteront une inclinaison de l'ordre de 2 % permettant un écoulement des lixiviats. »

#### **Article 6 : Contrôle des eaux souterraines**

Le premier alinéa du paragraphe 22.2 « Contrôle des eaux souterraines » de l'article 22 « Contrôles des eaux et du biogaz » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°04-1193 du 23 mars 2004 est ainsi complété :

« Le contrôle des eaux souterraines effectué au niveau du puits « Vassy » sera, d'ici au 1er juillet 2012, effectué sur un piézomètre implanté à l'aval de l'établissement. Le lieu d'implantation sera justifié et l'ouvrage sera réalisé conformément aux normes et règles en vigueur. »

#### **Article 7 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- pour les tiers, le délai de recours est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

#### **Article 8 : Publication et exécution**

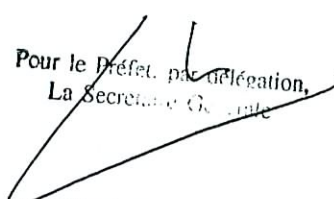
Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de CHATUZANGE-LE-GOUBET, pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Direction Départemental des Populations ou sur le site internet de la Préfecture, l'arrêté intégral. Procès-verbal de l'affichage en mairie sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans 2 journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de CHATUZANGE-LE-GOUBET et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

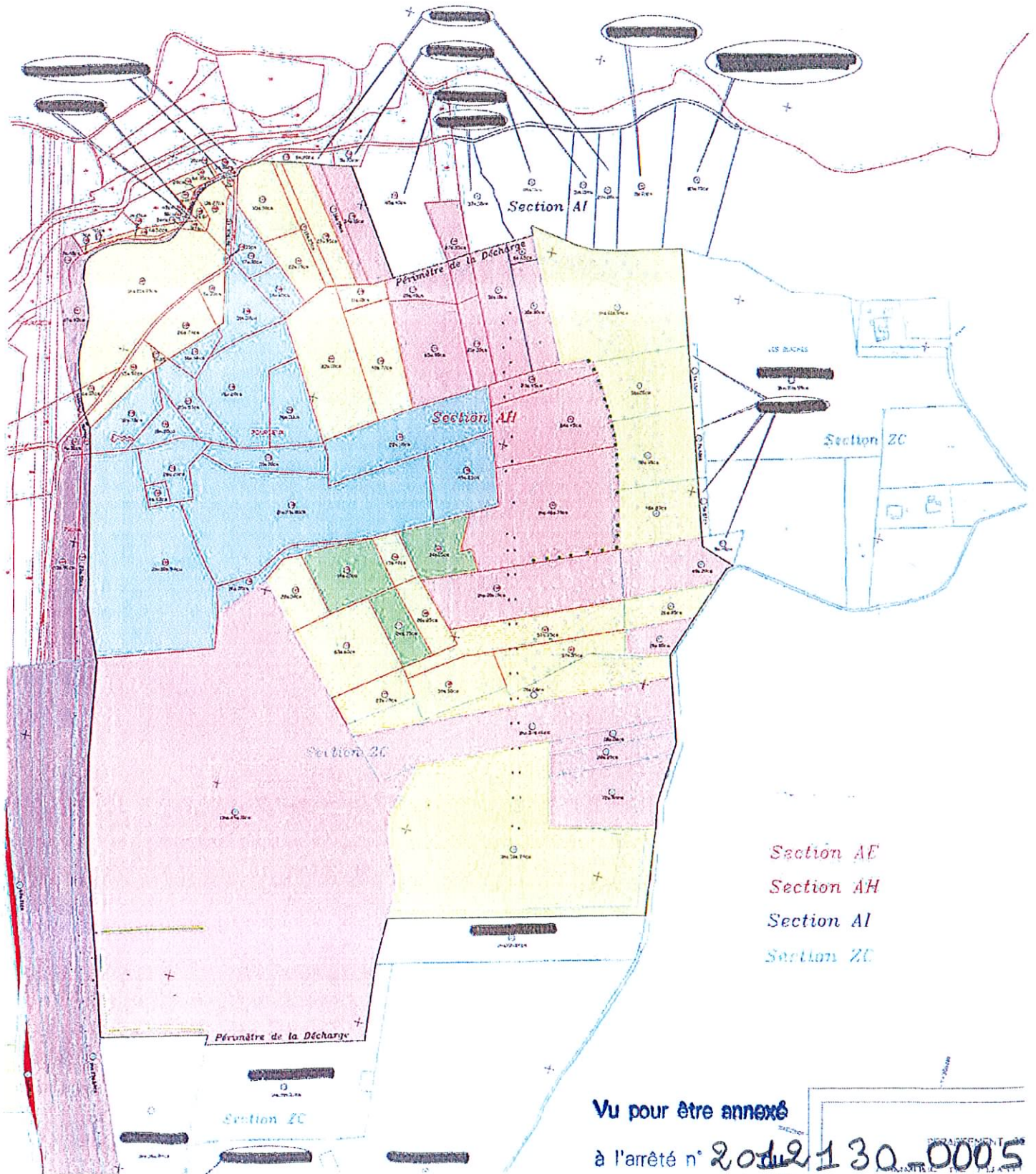
- le Maire de CHATUZANGE-LE-GOUBET ;
- le Directeur Départemental Interministériel des Territoires ;
- le Directeur de l'Agence Régionale de Santé ;
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- le Chef du Service Interministériel Défense et Protection Civile ;
- le Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- l'Inspecteur des Installations classées pour la Protection de l'Environnement à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes – Unité Territoriale Drôme – Ardèche ;
- et à Monsieur le Directeur de la Société ONYX Auvergne Rhône Alpes à CHATUZANGE-LE-GOUBET.

Le Préfet,

Pour le Préfet, par déléguation,  
La Secrétaire Générale  
  
Charlotte LECA



# ANNEXE 1



Section AE  
Section AH  
Section AI  
Section 2C

Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 2012 130-0005  
du 9 mai 2012



le Préfet  
Pour le Préfet, par délégation,  
La Sec.

Charlotte LECA





# ANNEXE 1 bis

## MAITRISE FONCIERE : TABLEAU RECAPITULATIF

DESCRIPTIF DES PARCELLES		Zones d'occupation					Statut H		Statut F		Statut S	
Type de Maitrise Foncière	Parcelles (section et numéro)	Bâtisse	Zone d'occupation	Zone d'occupation	Zone d'occupation	Zone d'occupation	Statut H	Statut F	Statut S	Statut S	Statut S	Statut S
Propriétaire	AM 120	27a 300a	X									
	AM 131	27a 300a	X									
	AM 132	27a 300a	X									
	AM 133	27a 300a	X									
	AM 134	27a 300a	X									
	AM 135	27a 300a	X									
	AM 136	27a 300a	X									
	AM 137	27a 300a	X									
	AM 138	27a 300a	X									
	AM 139	27a 300a	X									
	AM 140	27a 300a	X									
	AM 141	27a 300a	X									
	AM 142	27a 300a	X									
	AM 143	27a 300a	X									
	AM 144	27a 300a	X									
Convention de Mise à Disposition	AM 145	27a 300a	X									
	AM 146	27a 300a	X									
	AM 147	27a 300a	X									
	AM 148	27a 300a	X									
	AM 149	27a 300a	X									
	AM 150	27a 300a	X									
	AM 151	27a 300a	X									
	AM 152	27a 300a	X									
	AM 153	27a 300a	X									
	AM 154	27a 300a	X									
	AM 155	27a 300a	X									
	AM 156	27a 300a	X									
	AM 157	27a 300a	X									
	AM 158	27a 300a	X									
	AM 159	27a 300a	X									
Convention de Mise à Disposition	AM 160	27a 300a	X									
	AM 161	27a 300a	X									
	AM 162	27a 300a	X									
	AM 163	27a 300a	X									
	AM 164	27a 300a	X									
	AM 165	27a 300a	X									
	AM 166	27a 300a	X									
	AM 167	27a 300a	X									
	AM 168	27a 300a	X									
	AM 169	27a 300a	X									
	AM 170	27a 300a	X									
	AM 171	27a 300a	X									
	AM 172	27a 300a	X									
	AM 173	27a 300a	X									
	AM 174	27a 300a	X									
Convention de Mise à Disposition	AM 175	27a 300a	X									
	AM 176	27a 300a	X									
	AM 177	27a 300a	X									
	AM 178	27a 300a	X									
	AM 179	27a 300a	X									
	AM 180	27a 300a	X									
	AM 181	27a 300a	X									
	AM 182	27a 300a	X									
	AM 183	27a 300a	X									
	AM 184	27a 300a	X									
	AM 185	27a 300a	X									
	AM 186	27a 300a	X									
	AM 187	27a 300a	X									
	AM 188	27a 300a	X									
	AM 189	27a 300a	X									

Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 2012 130-0005

du 9 mai 2012

le Préfet



Pour le Préfet, par délégation  
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA

2000-2001

2000-2001

